

Maroc : approfondissement de la crise

dimanche 27 novembre 2011, par [LOTFI Chawqui](#) (Date de rédaction antérieure : 26 octobre 2011).

Des élections législatives auront lieu le 25 novembre. Il s'agit d'avoir un Parlement remanié à la suite de l'adoption des réformes constitutionnelles du mois de juin. En réalité, le Parlement garde cette fonction de chambre d'enregistrement issue d'élections contrôlées qui sont avant tout un pacte d'allégeance vis-à-vis du palais. Dans l'esprit du pouvoir, ces élections sont supposées clore le cycle des « réformes politiques ». Or, le scénario qui se dessine est celui d'un boycott massif.

À la différence de 2007, où le taux d'abstention était déjà très fort, le rejet passif tend à devenir un acte de confrontation politique avec le pouvoir. Non seulement l'ensemble du Mouvement du 20 février appelle au boycott, mais ce positionnement trouve un écho populaire très vaste. Les dernières manifestations des 13 et 20 novembre témoignent également d'une radicalisation politique. Le pouvoir absolu de la monarchie est directement visé. Le pari selon lequel le Mouvement du 20 février allait s'essouffler et se diviser est d'ores et déjà perdu. Non seulement la contestation atteint un caractère de masse sans précédent dans les grandes villes périphériques, mais le front politique pour le boycott s'est élargi. Ainsi des courants « réformistes » qui d'habitude participent aux élections (PSU, PADS), mais aussi de la mouvance islamiste extra-légale (Justice et bienfaisance) qui jusque-là n'appelait ni au vote ni au boycott, se sont clairement positionnés dans ce sens, en plus des courants de la gauche radicale.

En réalité, la monarchie joue ses dernières cartes politiques et le sait. Sa hantise immédiate est un faible niveau de participation qui serait un désaveu de sa politique. À l'inverse, un fort taux de participation serait compris comme un caprice du prince digne des années de Hassan II et accentuerait la défiance populaire. Mais sa véritable hantise est la prise de conscience qu'elle a en face d'elle un ras-le-bol populaire profond qui dépasse de loin la base sociale des oppositions constituées et qui va au-delà d'un conflit classique. Que faire si la contestation continue ? Si pendant des décennies, la façade démocratique assurant un multipartisme formel a pu servir d'écran et de rideau de fumée, le roi est aujourd'hui aux abois. Il n'a pas su construire des partis de type nouveau capables d'élargir sa base sociale et politique d'appui. Ce sont les mêmes affairistes et corrompus qui se présentent, tous discrédités.

Au-delà des résultats des prochaines échéances qui verront sans doute la percée calculée des islamistes légaux du Parti de la justice et du développement (PJD), le risque est de voir d'autres couches populaires basculer dans la contestation devant l'absence de changement. Après dix mois de lutte, le statu quo devient difficile. En réalité, le temps joue maintenant en faveur des mobilisations. Durant la campagne électorale, des dizaines de militants de gauche ont été arrêtés, et tout matériel appelant au boycott a été saisi. Le pouvoir se prépare à la confrontation massive. La solidarité doit être fortement présente avant l'embrasement inévitable.

Chawqui Lotfi

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 125 (24/11/11).